

Enjeux de l'ouverture économique du Maroc dans la perspective du nouveau modèle de développement

Challenges of Morocco's economic openness in view of the new development model

Kamal HASSANI

Professeur de l'enseignement supérieur
Laboratoire d'Economie et Management des Organisations (EMO)
Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Oujda-Maroc
Université Mohammed Premier
Kamal.hassani@yahoo.fr

Souhaila CHOUGRANI

Doctorante
Laboratoire d'Economie et Management des Organisations (EMO)
Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Oujda-Maroc
Université Mohammed Premier
Souhaila.chougrani92@gmail.com

Date de soumission : 13/08/2019

Date d'acceptation : 18/10/2019

Pour citer cet article :

HASSANI K. & CHOUGRANI S. (2019) « Enjeux de l'ouverture économique du Maroc dans la perspective du nouveau modèle de développement » Revue Internationale des Sciences de Gestion « Numéro 5 : Octobre 2019 / Volume 2 : numéro 4 » p : 190 - 209

Digital Object Identifier : <https://doi.org/10.5281/zenodo.3520010>

Résumé

Le modèle de développement adopté par le Maroc depuis les années 80, caractérisé par l'ouverture et la conduite de réformes structurelles, à la faveur de la conclusion de nombreux accords de libre-échange, a eu un impact important à la fois sur la profondeur stratégique du pays et sur l'attitude économique qui prévalait jusqu'alors. Cependant, malgré les bonnes performances économiques réalisées, l'examen de la dynamique poursuivie par le Maroc fait ressortir de manière claire des résultats très contrastés en termes de croissance et d'équilibres macroéconomiques. Toutefois, cette ouverture devra de plus en plus être basée sur la diversification à la fois de ses exportations et de ses débouchés. Dans ce présent article, on va essayer de montrer le rôle majeur que peut jouer l'ouverture économique du Maroc, notamment sur le continent africain, pour remédier aux insuffisances du modèle de développement marocain.

Mots-clés

Ouverture économique ; Modèle de développement ; Croissance économique ; le continent africain ; IDE.

Abstract

The development model adopted by Morocco since the 80s is characterized by the opening and conduct of structural reforms in favor of the conclusion of many free trade agreements, has had a significant impact both on depth strategic country and the economic attitude that prevailed until then. However, despite the good economic performances, the dynamics of continued review by Morocco highlighted clearly very contrasting results in terms of growth and macroeconomic balances. However, this openness will have to be increasingly based on the diversification of both its exports and its outlets. In this article, we will try to show the major role that can play the economic opening of Morocco, especially on the African continent, to address the shortcomings of Moroccan development model.

Keywords

Economic Openness; Development Model; Economic Growth; the African continent; FDI.

Introduction:

L'ouverture au commerce et aux capitaux étrangers est généralement jugée propice au développement dans la mesure où elle augmente l'efficacité d'une économie en élargissant l'ensemble des choix possibles pour les agents nationaux. Un contre-argument à cette défense de la globalisation est que le gain de l'ouverture peut être limité seulement à certains agents et que la redistribution nécessaire pour que tous les agents en profitent peut être difficile ou impossible. Une telle redistribution requiert en effet que des dispositifs de transfert adéquats soient en place et que la volonté politique existe de les mettre en œuvre. En l'absence de ces dispositifs ou de cette volonté, ceux qui gagneraient à l'ouverture ne peuvent compenser ceux qui y perdraient. L'ouverture n'est donc plus nécessairement favorable à l'ensemble de la population.

Le Maroc est un pays qui a choisi depuis longtemps, un modèle libéral avec une ouverture extérieure forte orientée particulièrement vers les pays occidentaux. Cette ouverture s'est confirmée avec la signature d'une multitude d'accords d'association avec l'Union européenne (UE) au milieu des années 1990, puis avec les pays arabes (accord d'Agadir), les États-Unis et plus récemment la Turquie. On peut mesurer de manière très précise les progrès réalisés depuis plusieurs années et plus particulièrement depuis une décennie. À titre d'illustration, on peut citer par exemple la déconnexion progressive de la croissance économique des aléas climatiques, la progression des taux de scolarisation, l'amélioration de l'infrastructure (transports, routes, télécommunications), l'intensification de la lutte contre l'habitat insalubre, l'augmentation du nombre des ménages ayant accès aux services de base (eau, électricité). Cependant, ces efforts sont lents tant les handicaps sont structurels. En effet, le modèle de développement économique au Maroc a atteint un stade d'essoufflement, modèle qui ne crée plus de croissance nécessaire au développement du pays.

L'ouverture de l'économie marocaine a permis de réaliser des avancées significatives en matière de renforcement des échanges, d'attraction des investissements directs étrangers et de modernisation du tissu productif national, le PIB du Maroc a connu une croissance remarquable depuis 2002, passant de 445 milliards de dirhams à plus de 888 milliards en 2013 (HCP,2013). Néanmoins, le modèle de croissance marocain, fortement consommateur de produits importés, a entraîné une aggravation du déficit de la balance commerciale des biens et services du Royaume, à 117 milliards de dirhams (Estimation HCP pour 2013, Budget économique exploratoire, 2014).

Le but de cet article, est d'étudier les enjeux de l'ouverture économique du Maroc sur le continent africain, en tant que pilier pour le nouveau modèle de développement marocain. D'où l'importance de la problématique qui nous interpelle se résume comme suit : **l'ouverture de l'économie marocaine, quels enjeux dans le nouveau modèle de développement au Maroc ?**

Pour répondre à cette problématique, notre article est composé de deux parties, la première partie présente la littérature qui s'intéresse à la relation entre l'ouverture et la croissance économique, et la deuxième partie se focalise sur l'importance de l'ouverture économique du Maroc, notamment sur le continent africain, en tant que pilier pour le nouveau modèle de développement marocain.

1. Ouverture et croissance économique : revue de littérature

La question de participation à l'échange international fait l'objet d'un vaste débat depuis plusieurs décennies. Plusieurs théories ont été développées pour démontrer les conséquences macroéconomiques de l'ouverture économiques du pays sur sa croissance. Dans cette première partie, on va présenter une revue de littérature de différentes théories qui s'intéressent à la relation entre l'ouverture et la croissance. Est-elle bénéfique pour le pays ou non ?

1.1. Evolution de la théorie du commerce international

Adam Smith, père fondateur de l'économie politique, est le premier qui a expliqué l'importance du commerce international dans la croissance économique à travers sa théorie des avantages absolus. Selon cette théorie, un pays exporte s'il produit moins cher que les autres. Selon ce principe les nations qui ne disposent pas d'avantage absolu ne peuvent pas participer au commerce international. Cette lacune à combler en suite par son successeur : David Ricardo, au début du XIXe siècle par sa théorie de l'avantage comparatif. L'auteur a posé les fondements de la doctrine libre-échangiste, doctrine qui s'inscrit dans la pensée libérale initiée par A. Smith. Selon lui, l'ouverture est bénéfique pour la croissance économique du pays. Car, elle permet de réorienter ses ressources rares vers des secteurs plus efficaces et une amélioration du bien-être de la population.

Le prolongement de cette théorie par celle de «HOS» (modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson) a confirmé ces gains et en a rajouté d'autres liés à la rémunération des facteurs de production.

Cependant, ces théories traditionnelles ne peuvent pas expliquer les échanges entre des pays identiques, les échanges intra-branche et négligent le rôle des firmes multinationales. Ces questions trouvent des éléments de réponse dans le cadre de la nouvelle théorie du commerce international (Rainelli.Michel 1997), qui se fonde sur les principes de la concurrence imparfaite et des rendements d'échelle.

Paul Krugman est l'un des chercheurs les plus connus de ce courant de pensée. Il a expliqué le fondement de sa démarche, dans un ouvrage collectif consacré aux développements récents de l'économie industrielle : « de manière rétrospective, il semble évident que la théorie du commerce international devrait reposer fortement sur les modèles d'économie industrielle. L'essentiel du commerce industriel est réalisé pour des produits de secteurs que nous considérons sans hésitations comme des oligopoles lorsque, nous les considérons sous leur aspect domestique » (Rainelli, Michel. 2003).

En revanche, les gains de l'ouverture dans les deux théories sont jugés statiques. Des gains dynamiques, s'ils existent, sont à rechercher dans la théorie de la croissance.

Jusqu'à la fin des années 80, selon l'analyse traditionnelle issue du modèle de Solow(1957), la croissance n'était expliquée que par des facteurs exogènes, ce qui ne laissait pas de place à un raisonnement en termes de politiques commerciales. C'est à partir des années 90, que la fusion entre la théorie de la croissance endogène et la nouvelle théorie du commerce international est devenue possible, puisque toutes les deux se fondent sur les principes des rendements croissants et de la concurrence imparfaite. Ces deux principes permettent d'expliquer, d'une part, l'importance du commerce intra-branche dans les échanges internationaux et d'autre part, l'innovation et la croissance.

En effet, dans les modèles de croissance avec apprentissage par la pratique, des auteurs comme Krugman(1987), Lucas(1988), Young(1991),...etc, ont montré que la situation initiale d'un pays détermine la nature de sa spécialisation dans le long terme et par conséquent son taux de croissance après l'ouverture. Cette dernière conduit alors à une mauvaise spécialisation d'une petite économie et peut l'enfoncer dans le sous-développement. Dans ce cas, le pays devrait adopter des politiques protectionnistes durant les premières étapes de son développement, pour ensuite opter pour des politiques d'ouverture appropriées.

D'autres travaux, comme ceux de Grossman et Helpman (1991), Romer (1990) et Rivera-Batiz et Romer (1991), portent leur attention sur les implications à long terme de

l'intervention gouvernementale dans le commerce. Ils considèrent l'innovation comme source de croissance et encouragent donc des politiques d'ouverture. Dans leurs modèles, les gains du libre-échange proviennent principalement des effets d'échelle véhiculés à travers la recherche et développement. L'innovation générée contribue à augmenter le stock de connaissance et le transfert de technologie. De plus, le commerce international permet d'éviter aux pays de la R&D redondante qui pourrait détourner des ressources d'activités plus productives.

1.1.1. Les gains de l'ouverture pour la croissance économique

La théorie du commerce international enseigne que l'ouverture a des effets positifs, susceptibles de soutenir la croissance : élargissement du marché permettant de réaliser des économies d'échelle, élargissement de l'offre d'intrants améliorant l'efficacité des producteurs, enfin externalités.

Au total, un petit nombre de mécanismes élémentaires permettrait d'associer ouverture et croissance : élargissement du marché et de l'offre d'intrants, externalités, et changement de sentier.

➤ Augmentation de la taille du marché :

L'archétype de cette nouvelle représentation du lien croissance-ouverture est certainement le modèle standard de concurrence monopolistique, dans sa première version, (Krugman P. 1979). L'existence de rendements internes (toujours) croissants pour chaque producteur, combinée à l'absence de barrières à l'entrée, garantit l'existence d'un équilibre de concurrence monopolistique parfaite. L'ouverture des marchés, cherche à supprimer de manière progressive les barrières tarifaires et autres à la libre circulation des marchandises et des capitaux. Dans cette optique, l'instauration du marché unique va entraîner la concurrence pure. Toutefois, chaque pays reste maître de sa politique douanière avec un pays tiers (Bezbiq & Hefnaoui 2019). Le comportement de marge des entreprises dépend de l'élasticité de la demande, laquelle est variable. L'élargissement du marché permet d'offrir une plus grande variété au consommateur. L'utilité tirée du panier de consommation augmente, puisque le consommateur achète moins de chacune d'un plus grand nombre de variétés. Ceci provoque un accroissement de l'élasticité de la demande. Ce choc concurrentiel impose aux

firmer de réduire leurs markups¹. Enfin les producteurs réalisent des économies d'échelle, puisque leur production individuelle augmente.

Ici, l'ouverture est directement assimilable à la croissance : l'ouverture signifie l'élargissement du marché, lequel est simplement l'accumulation des ressources engagées dans la production.

➤ **Elargissement de l'offre d'inputs :**

Selon Fontagné, Freudenberg et Ünal-kesenci (1996), près de la moitié du commerce international porte sur des inputs, les gains d'ouverture concernent tout autant les producteurs que les consommateurs.

En concurrence monopolistique, la plus grande variété d'inputs garantit une meilleure efficacité de la combinaison productive (Ethier 1982b).

Aux rendements d'échelle internes croissants s'ajoute donc une externalité pure : lorsqu'une industrie s'élargit, elle dispose d'une plus grande variété de biens intermédiaires. L'efficacité de la combinaison productive de toutes les firmes de cette industrie s'améliore puisque chaque producteur utilise en *input* un composite de biens intermédiaires comprenant plus de variétés.

Dans un contexte d'élasticité constante de la demande intermédiaire, l'offre de variétés est déterminée par la taille de l'*input* composite : la croissance ne passe plus uniquement par l'élargissement de la taille du marché, mais également par la taille de l'industrie et l'offre de biens intermédiaires différenciés.

➤ **Bénéficiaire d'externalités :**

Ethier établit clairement les conditions dans lesquelles une perte ou un gain d'ouverture peuvent apparaître en présence d'économies d'échelle externes nationalement spécifiques (Ethier 1982), La question des tailles relatives de marché est centrale. Il existe en effet un intervalle de tailles relatives pour lequel les deux économies gagnent à l'échange, la petite économie gagnera à coup sûr à l'échange si ... elle est suffisamment petite. A l'inverse, une économie de taille moyenne approchant la taille de la grande économie peut perdre à l'ouverture.

Une deuxième condition a trait à la structure de la consommation mondiale : une perte d'ouverture est d'autant plus probable que la part de la consommation mondiale affectée à la branche à rendements croissants est forte. A contrario, la probabilité d'une telle perte diminue avec l'importance des économies d'échelle, l'effet d'efficacité d'ouverture étant alors

¹ En dehors de cet impact classique sur les prix, Baily et Gersbach (1995) soulignent la plus grande efficacité des entreprises soumises à la concurrence internationale : réduction de l'inefficacité-X et adoption des meilleures pratiques disponibles.

suffisamment fort. Ainsi, la prise en compte de rendement croissant introduit-elle la possibilité de résultats dérogeant au principe des gains d'ouverture. Toutefois, le risque d'occurrence de tels résultats est inversement proportionnel à l'importance des économies d'échelle à réaliser.

➤ **changement de sentier :**

Les gains statiques de libre-échange sont généralement assez faibles, y compris lorsque l'on intègre des rendements croissants : ainsi les estimations rappelées plus haut, relatives aux effets statiques de la libéralisation multilatérale du cycle d'Uruguay, soulignent-elles que les effets de l'ouverture pourraient être négligeables par rapport à d'autres chocs. Et les pertes sociales sèches à récupérer à l'ouverture seraient sous-dimensionnées par rapport aux effets redistributifs internes (Rodrik D. 1992).

Pourtant, une autre tradition en économie internationale, que Findlay (1984) fait remonter à Ricardo, voit dans l'ouverture la source d'importants gains dynamiques : le principe de base est que l'ouverture affecte le rythme d'accumulation et fait donc changer l'économie de sentier de croissance.

Un tel effet procède d'une différence entre les taux de rendement privé et social du capital, associée soit à des externalités, soit à une taxation-subsidiation : l'ouverture, des lors qu'elle entraîne une accélération de la formation de capital, est susceptible de générer des gains dynamiques².

Les multiples liens théoriques entre ouverture et croissance s'ils sont clairement identifiés, il est difficile d'en apporter des preuves empiriques irréfutables. Celles-ci butent en effet sur de multiples problèmes méthodologiques, dont la présence de non-linéarités et les incertitudes en termes de causalité. Ces problèmes interdisent d'établir un lien simple, direct et monotone entre ouverture et croissance. Pourtant, les externalités technologiques transitant par le commerce international et l'investissement direct semblent relativement avérées aujourd'hui : elles constituent un mécanisme central du rattrapage.

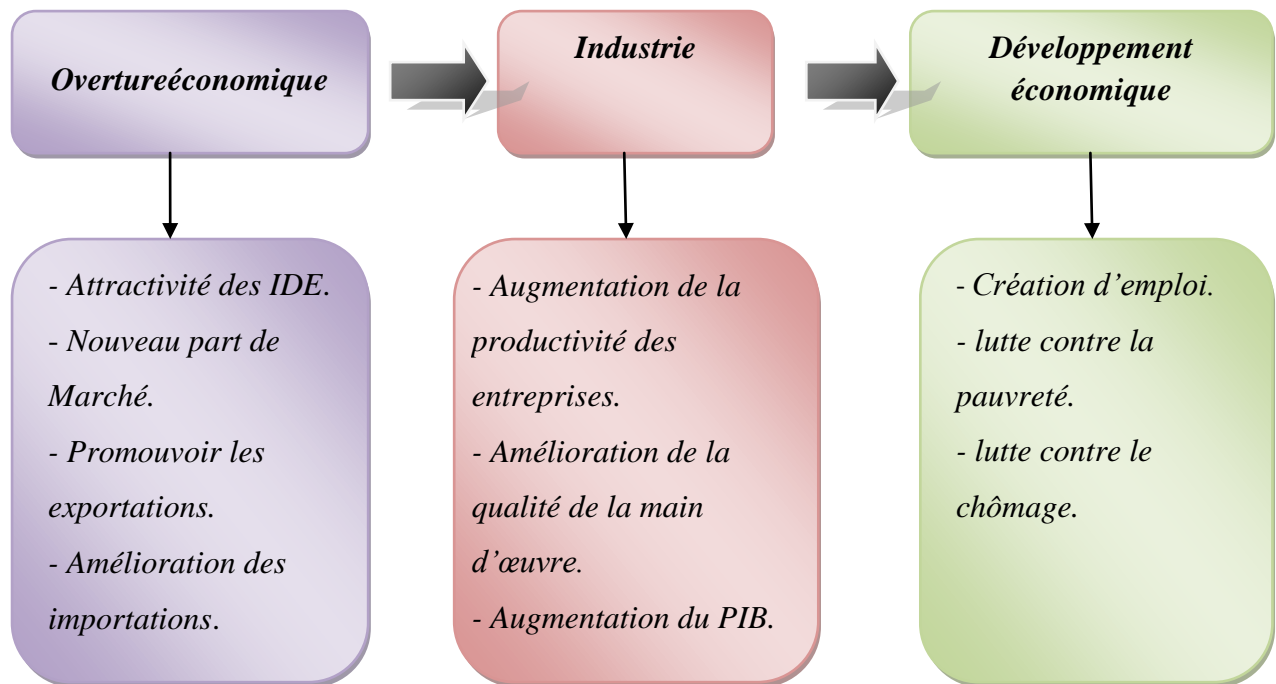
Les conditions, internes comme externes, dans lesquelles s'inscrit l'ouverture en déterminent donc le résultat : on peut opposer des stratégies incohérentes, parfois fondées sur la réplique d'expériences réussies passées, et qui ne permettent pas de saisir les gains potentiels de l'ouverture, à l'emprunt d'un sentier vertueux de croissance. Dans ce dernier cas, l'ouverture joue alors pleinement son rôle de catalyseur sans être nécessairement pour autant le déterminant ultime de la croissance.

² Le mot capital désigne ici tout facteur dont l'accumulation est au centre du mécanisme de croissance.

Modèle conceptuel de notre recherche

Notre objectif dans cet axe est de montrer l'importance de l'ouverture économique dans le nouveau modèle de développement marocain. On peut schématiser le modèle conceptuel de notre recherche comme suit :

Figure n° 1 : Modèle conceptuel de notre recherche



Source : Auteurs

Afin de répondre à notre problématique centrale et offrir à notre recherche un sens et une assise, nous avons anticipé les hypothèses suivantes :

H1 : l'industrie marocaine notamment, le secteur automobile constituerait un véritable levier de croissance économique.

H2 : les potentialités naturelles et humaines du continent africain ainsi que les perspectives de sa croissance constituent, par ailleurs, une grande opportunité pour le Maroc pour améliorer sa compétitivité globale.

2. Ouverture économique : pilier pour le nouveau modèle de développement marocain

Améliorer le niveau de vie de la population, et garantir le bien-être social, sont des objectifs ultimes des pouvoirs publics. Quelles que soient les politiques suivies, ces objectifs ne peuvent être atteints sans une croissance économique soutenue et durable. La croissance économique est synonyme de production de biens et services, de créations d'emplois et de richesses. Lorsqu'elle est bien exploitée, elle assure la prospérité économique et sociale.

Au Maroc, à l'instar des PED, la nécessité d'assurer une croissance économique forte et durable constitue une solution pour plusieurs problèmes économiques et sociaux qui impactent l'avenir du pays.

Avec l'accumulation des problèmes économiques et des déficits sociaux (chômage, pauvreté, perte du pouvoir d'achat, etc.), les solutions conjoncturelles ou partielles ne peuvent plus servir de remèdes efficaces. Le Maroc a vu dans l'ouverture commerciale, un moyen pour améliorer son modèle de développement et stimuler sa croissance économique. Notre objectif dans cet axe est, d'analyser l'importance de l'ouverture économique dans le nouveau modèle de développement ainsi, d'étudier les enjeux de cette ouverture sur le continent africain.

2.1. L'importance de l'ouverture économique dans le nouveau modèle de développement :

L'économie marocaine se trouve aujourd'hui à une étape cruciale de son évolution. la faiblesse de secteur exportateur, la stagnation des gains de productivité globale des facteurs, la baisse de la rentabilité des entreprises qui pèse sur leur capacité à innover, un marché du travail dual, un système de formation initiale et continue rigide, l'absence de convergence des stratégies sectorielles, une mauvaise coordination des institutions sur lesquelles repose le choix et l'implémentation du modèle productif... etc, sont autant de facteurs, dont la liste n'est pas fermée, qui plaident pour le dépassement du modèle de croissance poursuivi depuis plusieurs années.

Le Maroc a des difficultés à convertir sa transition démographique en une "aubaine". Son vieillissement renforce la dépendance des inactifs vis-à-vis des potentiellement actifs. Or ses jeunes actifs et ses femmes sont exclus de toute activité décente et sont rejetés vers un chômage plein ou déguisé à force d'être découragés de la recherche d'une insertion dans le marché du travail (Larabi jaidi, 2017).

Ensuite, si la dynamique de la croissance a eu quelques retombées positives sur les conditions de vie des populations, la richesse créée a été inégalement distribuée.

La nécessité de renouveler le modèle de développement marocain fait aujourd'hui, et plus que jamais, l'unanimité. La manière d'y parvenir ne va pas pour autant de soi et ne se fera pas naturellement du jour au lendemain. Cependant, il serait illusoire de repenser ce modèle sans placer les défis que posent les questions d'ouverture, de compétitivité et de productivité au centre de la réflexion.

L'élaboration du nouveau modèle de développement capable de créer la croissance économique, doit se baser de plus en plus, sur les secteurs à privilégier, c'est-à-dire les secteurs d'activités pour lesquels le pays et ses entreprises bénéficient d'avantages comparatifs. L'industrie s'avère le meilleur secteur promoteur de richesse et créateur de croissance économique.

Aujourd'hui, le secteur automobile constitue l'un des principaux secteurs moteurs de l'industrie nationale, avec un tissu industriel de plus de 152 entreprises réparties sur trois principales régions au Maroc : Tanger (43%), Casablanca (39%) et Kenitra (7%), (DEPF 2015). Il a contribué à la création de 85 000 postes d'emplois entre 2014 et 2018 (MCINET), avec un chiffre d'affaire à l'export de 60 Md de dhs en 2018, le Maroc occupe, pour la cinquième année consécutive, la deuxième place en Afrique après l'Afrique du Sud.

L'ouverture commerciale du Maroc a généré indirectement des IDE, Les fournisseurs ont tendance à suivre leurs clients lorsque ceux-ci s'internationalisent. Lorsque le groupe Renault s'est installé à Tanger, ses fournisseurs se sont installés également au Maroc. En effet, Le rôle des fournisseurs est déterminant dans la production et dans la conception d'une voiture de l'entrée de gamme. Par exemple, 80% de la valeur d'une Logan provient des équipementiers (Nadia & Yannick 2016).

Conformément à ce qui s'est passé dans la Roumanie et l'Inde. Au Maroc, la stratégie globale du constructeur est centrée sur la maîtrise des coûts et la production, avec une gamme de produits de plus en plus diversifiée, visant l'approvisionnement auprès de fournisseurs déjà présents au Maroc. La faible densité de ces fournisseurs locaux, a poussé Renault de faire venir sur place ses équipementiers, à l'opposé des attentes initiales du gouvernement marocain qui visait l'amélioration des compétences des producteurs installés localement.

Le développement du secteur automobile au Maroc, a eu un impact positif sur l'emploi. Le groupe Renault quand il a inauguré une usine à Tanger, il était le seul constructeur automobile dans le secteur (SOMACA faisait partie du groupe Renault), et par conséquent il a créé de l'emploi.

Le secteur a connu au cours de ces dernières années des performances remarquables en enregistrant une croissance significative, notamment en termes d'emplois avec un TCAM³ de 17,15% entre 2009 et 2012 (près de 70.000 emplois en 2012) et d'exportations avec un TCAM de 26,73% entre 2009 et 2013, passant de 12 à près de 31 milliards de dirhams (DEPF 2015).

S'ajoute à cette hausse, la formation continue de la main-d'œuvre, ainsi que le transfert de méthodes de gestion, ce qui permet d'améliorer la qualité de la main-d'œuvre marocaine.

Dans un pays où les exportations ont toujours été dominées par les Phosphates et le textile, le secteur automobile vient de changer cette logique. En 2014, et pour la première fois de l'histoire, les exportations du secteur automobile dépassent celles des phosphates et produits dérivés. Le tableau1, élaboré par l'Office des changes en 2014, décrit en chiffres l'évolution des exportations par les principaux secteurs exportateurs au Maroc.

Tableau 1 : Evolution des exportations des principaux secteurs (en MDH)

Secteurs	2010	2011	2012	2013	2014	Variation en %	
						2014-2010	2014-2013
Phosphates et dérivés	35 888	48 461	48 397	37 330	38 278	+6,7	+2,5
Agriculture et Agro-alimentaire	29 461	31 348	32 645	36 243	38 741	+31,5	+6,9
Dont :							
Industrie alimentaire	16 724	15 876	18 638	20 090	21 912	+31,0	+9,1
Agriculture, sylviculture, chasse	10 027	12 102	10 593	12 302	12 868	+28,3	+4,6
Pêche, aquaculture	2 581	3 187	3 380	3 289	3 365	+30,4	+2,3
Industrie du tabac	129	183	34	564	596	-	+5,7
Textile et Cuir	30 349	32 162	33 018	32 011	33 459	+10,2	+4,5
Vêtements confectionnés	18 041	18 430	19 518	19 046	20 152	+11,7	+5,8
Articles de bonneterie	6 973	7 742	8 128	7 269	7 349	+5,4	+1,1
Chaussures	2 963	3 093	2 659	2 806	2 897	-2,2	+3,2
Automobile	18 397	23 361	25 164	31 660	40 130	-	+26,8
Câblage	14 661	17 603	14 806	15 705	17 378	+18,5	+10,7
Construction	1 229	2 705	7 295	12 798	19 555	-	+52,8
Aéronautique	5 307	5 809	6 743	7 211	6 930	+30,6	-3,9
Electronique	6 728	7 145	7 040	6 938	7 963	+18,4	+14,8
Composants électroniques	4 993	4 857	4 342	4 176	4 253	-14,8	+1,8
Industrie pharmaceutique	609	569	840	1 026	986	+61,9	-3,9
Autres	22 844	26 139	31 038	32 968	33 526	+46,8	+1,7
Total	149 583	174 994	184 885	185 387	200 013	+33,7	+7,9

Source : office des changes : commerce extérieur du Maroc 2014.

³Le taux de croissance annuel moyen.

En 2014, l'Automobile a détrôné les Phosphates, où les exportations ont passé de 31 660 MDH en 2013 à 40 130 MDH en 2014, contre seulement 38 278 MDH pour les Phosphates en 2014.

Le développement du secteur automobile marocain grâce à l'ouverture de l'économie marocaine et la création des zones franches, permet de positionner l'industrie dans la tête des exportations.

Il est indéniable que, l'industrie automobile a eu des effets d'entraînements positifs sur le tissu productif marocain, notamment avec l'attraction des fournisseurs et donc des IDE supplémentaires et la création d'emploi. Cela par conséquent, a contribué à l'amélioration des grandeurs macro-économiques, mais la question qui reste toujours sans réponse est, est-ce que cette ouverture qui entraîné un afflux des IDE, a eu un impact positif sur la croissance économique marocaine et donc a été l'une de ses sources ?

En mai 2015, le Ministère des finances, a affirmé que secteur industriel s'est progressé en 2014 grâce à l'industrie automobile (DEPF, 2015). Egalement, selon le MOCI⁴, L'industrie contribue à près de 30% du PIB et emploie un cinquième de la population active, grâce aux nouveaux secteurs en plein essor notamment l'industrie automobile et aéronautique, qui tentent de diminuer la dépendance du royaume à son secteur agricole.

Si la valeur ajoutée de l'automobile participe positivement au secteur industriel marocain, il faut ce secteur participe positivement sur le PIB national. L'indicateur de valeur ajoutée de l'industrie en pourcentage du PIB marocain, permet d'expliquer en chiffres la contribution de ce secteur dans le PIB local.

Tableau 2 : Valeur ajoutée de l'industrie en (% du PIB)

Années	2012	2013	2014	2015	2016
valeur ajoutée	28,63894563	28,71080982	29,44303449	29,22407617	29,65470061

Source : Banque Mondiale.

Par les grands agrégats en 2015, ce sont les exportations qui ont été les plus dynamiques. La croissance économique a été significativement tirée par la demande extérieure au moment où la demande intérieure a marqué un net ralentissement de son rythme d'augmentation, indique

⁴Le Moniteur du commerce international.

le HCP. Les exportations de biens et services ont ainsi bondi de 6% après +8,4% en 2014 (Rouaud, 2016).

À partir de cette analyse, on peut remarquer que les grandeurs économiques sont devenues positives après l'ouverture, grâce à l'entrée des IDE qui ont eu des effets d'entraînement sur l'emploi et le commerce extérieur marocain, malgré la balance commerciale déficitaire, le Maroc a connu une croissance économique, ce qui revient à dire que l'ouverture commerciale de l'économie marocaine est un facteur de croissance voire une source de la croissance économique.

2.2. Enjeux de l'ouverture économique du Maroc sur l'Afrique :

L'Afrique est redevenue, durant les deux dernières décennies, un enjeu stratégique mondial et un espace de compétition entre les entreprises étrangères appuyées par leurs Etats. Cette intensification des concurrents en Afrique est intensive c'est parce que les enjeux sont de taille. Les principaux enjeux économiques peuvent être résumés ainsi :

1- Ressources naturelles :

L'économie mondiale est aujourd'hui confrontée à un grand problème de raréfaction des ressources naturelles. Avec l'épuisement progressif des ressources non renouvelables (les matières premières minérales) ; l'utilisation intensive des ressources renouvelables mais limitées dans leur quantité (eau, terre...) et dans le contexte d'une demande considérable et croissante des pays émergents, notamment de la Chine et de L'Inde, les prix des matières premières et des produits alimentaires sont appelés à augmenter sur une longue période. Or, L'Afrique qui dispose d'importantes potentialités est considérée actuellement comme un continent susceptible de permettre de faire face à la contrainte de raréfaction des ressources naturelles.

Tableau 2 : Ressources naturelles de l'Afrique

Ressources énergétiques	Matières premières minérales	Ressources agricoles
des réserves mondiales de pétrole 10%	Groupe des métaux de platine, plus de 60% <ul style="list-style-type: none"> • Or, 42% • Chrome, 44% • Manganèse, 82% • Vanadium, 95% • Cobalt, plus de 55% • Diamants, 88% • Aluminium, 45% 	- Ressources importantes en eau - Réserves considérables en terres arables (80% des réserves mondiales avec l'Amérique Latine) - D'importants gisements de productivité agricole

Source : Banque Africaine de Développement, et SEVERINO J-M, RAY O, le temps de l'Afrique, 2010, éd Odile Jacob.

La chine semble être le meilleur exemple pour le Maroc afin de tirer profit des ressources naturelles africaines. En fait, elle est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique. Selon le ministère chinois du commerce les importations chinoises provenant du continent étaient en 2017 de 75,3 milliards de dollars pour des exportations de 94,7 milliards de dollars. La Chine importe d'Afrique du pétrole, des minerais et du bois et y exporte de biens de consommation, dont les téléphones portables, des médicaments, des machines et des véhicules (Yves Montenay, 2018).

Selon le rapport du cabinet américain McKinsey, les entreprises chinoises généreraient déjà 12 % de la production industrielle africaine estimée à 500 milliards de dollars (430 milliards d'euros). Dans le secteur des infrastructures, la part de marché des entreprises chinoises atteindrait déjà 50 %. Plus de dix mille entreprises chinoises opèrent sur le continent et 90 % d'entre elles sont privées. Leurs revenus générés en Afrique pourraient croître de 144 % et atteindre 440 milliards de dollars d'ici à 2025(Sébastien le belzic, 2017).

Le Maroc à l'instar des autres pays émergents cherche à tirer profits de richesses naturelles provenant du continent africain, les principaux importations marocaines en provenance de l'Afrique, sont dominées par les combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes, qui occupent la première place, soit 60,3% en 2014, les articles manufacturés (11,9%), les

produits alimentaires et animaux vivants (9,46%), les produits chimiques et produits connexes (7,7%) et machines et matériels de transport (4,4%) (Rim, 2016).

L'analyse structurelle de la croissance économique nationale confirme l'engagement résolu du Maroc sur la voie de la modernisation et de la diversification de sa base productive. Ainsi, entre 2008 et 2016, l'économie nationale a pu réaliser un taux de croissance annuel moyen, en volume, de l'ordre de 3,9% (Synthèse du DEPF, 2018).

Pour ce qui est du repositionnement stratégique du secteur des phosphates et dérivés, le Groupe de l'OCP poursuit l'exécution de son programme d'investissements, d'un montant de 200 milliards de dirhams, étalé sur la période 2008-2025. Cette stratégie accorde une place de choix au renforcement des partenariats avec les opérateurs régionaux et mondiaux pour une meilleure intégration de la chaîne de valeur. Ainsi, des partenariats ont été tissés avec différents pays, notamment, ceux du continent africain (Nigéria, Angola, Ethiopie, Kenya, Côte d'Ivoire, Ghana, Tanzanie, RDC, Zambie, Zimbabwe, Cameroun, Sénégal, Bénin et Mozambique, ...) qui offrent des opportunités importantes en termes de débouchés et d'intégration industrielle (Synthèse du DEPF, 2018).

Pour l'activité Or, le groupe Managem vise à se positionner parmi les plus importants producteurs d'Or de taille intermédiaire, en Afrique sub-saharienne, en atteignant un niveau de production dépassant les 250 000 oz/an à l'horizon 2020 (Managem, 2016). Cette stratégie a d'ailleurs été entamée durant l'année, avec la concrétisation en fin 2016, de l'acquisition d'un projet de grande envergure, Tri-K, en Guinée Conakry. Managem mène également une stratégie active en Afrique de l'Est, axée sur une exploration soutenue permettant de développer des projets de taille importante, notamment au Soudan et en Éthiopie, mais également le développement de la production actuelle. Aujourd'hui le groupe Managem est présent dans 9 pays en Afrique et poursuit son développement pour continuer à diversifier sa présence sur le continent.

2- Faible coût de la main d'œuvre :

Avec le processus de mondialisation, les marchés nationaux du travail sont indirectement mis en concurrence. Aussi, les entreprises soucieuses de préserver leur compétitivité ont-elles tendance à délocaliser les segments de leur chaîne de valeur intensifs en travail vers des régions où le coût du travail est faible mais sans pour autant que sa productivité soit moindre.



De par son profil démographique, l'Afrique est susceptible d'intéresser les investisseurs étrangers. En effet, les moins de 25 ans qui représentent actuellement les 2/3 de sa population, constitueront en 2050 le 1/3 de la population mondiale de la même tranche d'âge.

La population africaine devrait atteindre 4 milliards d'habitants d'ici la fin de ce siècle, avec un milliard d'africains en âge de travailler d'ici 2040, et 21% de la main-d'œuvre mondiale d'ici 2050, contre 10% actuellement.

3- La quête de nouveaux marchés :

L'économie mondiale se caractérise par une lutte acharnée pour la conquête de nouveaux marchés. Du fait de la stagnation des économies développées (crises financières, vieillissement de la population, déclin démographique), et de la forte croissance des pays émergents, la recherche de nouveaux marchés devient un enjeu stratégique. Dans ces conditions, le potentiel de consommation dont dispose l'Afrique suscite un intérêt croissant de la part des puissances étrangères et de leurs entreprises.

L'Afrique dispose, à cet égard, d'un potentiel de consommation important dont Une population en forte croissance (1 Mds d'habitants actuellement, 2 milliards en 2050), Avec un taux d'urbanisation galopant (44% de la population africaine est aujourd'hui citadine avec 52 villes dépassant un million d'habitants), ajoutant ainsi la forte émergence de la classe moyenne (la part de la population dont le revenu annuel par ménage se situant entre 5000 et 20000 dollars représentait 29% en 2000 et pourrait atteindre 40% en 2020) (McKinsey, 2010).

L'offensive économique du Maroc en Afrique subsaharienne s'est en effet traduite en 2000 par l'annulation de l'ensemble des dettes des Pays africains les Moins Avancés (PMA), et de l'ouverture des frontières marocaines aux produits d'exportation en provenance de ces PMA africains (Pierre Afouda Adimi, 2015). Davantage, le volume d'investissements du Maroc en Afrique a nettement augmenté au cours des dernières années. Ainsi, après 8,7 millions de dirhams d'investissements en 2003, le Maroc est devenu, depuis l'année 2004, l'un des principaux pays investisseurs dans ce continent (Saïd Dkhissi et al, 2012).

En Afrique et principalement l'Afrique subsaharienne qui accueille plus de 60% des IDE marocains dans le monde, nous observons que les principaux investissements ciblent des secteurs avec une forte valeur ajoutée. En effet, sur la période 2008-2013, le Maroc investit essentiellement en Afrique dans le secteur bancaire (40,9%), les télécommunications (34,1%),



le holding (10%) et l'immobilier (6,1%). En Afrique subsaharienne, la présence marocaine est plus marquée dans le secteur bancaire qui occupe la première position avec une part de 41,6%, suivi par les télécommunications (35,9%), le holding (10,5%) et l'immobilier (6,4%). Les investissements marocains en Afrique subsaharienne s'orientent vers ces secteurs par des prises de participation au capital des entreprises locales et/ ou un montage de filiales (Moubarack lo, 2016).

Selon les résultats de l'étude de l'OCP policy center, «Relations Maroc-Afrique subsaharienne : quel bilan pour les 15 dernières années ?», indiquent que l'investissement direct étranger marocain à destination d'Afrique subsaharienne impact positivement et significativement sur son niveau de PIB par tête à court comme à long terme. Ainsi, à court terme une hausse de 1% des IDE marocains entraîne une augmentation du PIB par tête de 0,01% à court terme et 0,007% à long terme. Au-delà de l'argument de participation à la division internationale du travail et de l'insertion du Maroc aux chaînes de valeur mondiale, un tel résultat s'explique surtout par la répartition sectorielle des IDE marocains qui porte principalement sur des segments à forte valeur ajoutée et en pleine expansion compte tenu de la dynamique de la classe moyenne d'Afrique subsaharienne. Il s'agit du secteur bancaire de télécommunication, du holding et de l'immobilier.

Conclusion :

Face aux mutations de l'environnement international marquées par la formation de groupements et ensembles économiques régionaux, et avec l'entrée en vigueur de nouvelles règles visant la libéralisation de plus en plus poussée du commerce international et l'intensification de la compétition, l'ouverture économique ne se présente pas pour le Maroc comme une option, mais davantage comme une exigence pour réhabiliter son modèle de développement.

Toutefois, cette ouverture devra de plus en plus être basée sur la diversification à la fois de ses exportations et de ses débouchés. Le premier défi est lié à la transformation du secteur industriel, pour y répondre, le Maroc devrait améliorer sa compétitivité et développer de nouveaux secteurs exportateurs à haute intensité technologique et à forte valeur ajoutée. Pour relever le second défi, une réorientation géographique des échanges est indispensable ; celle-ci devrait se faire en priorité vers les pays à moyen revenu en croissance rapide, ainsi que vers les économies d'Afrique subsaharienne particulièrement en zone francophone qui, malgré un niveau de revenu par tête faible, présentent un potentiel de croissance significatif.

Références bibliographiques :

Ouvrage :

- ✓ Rainelli .Michel (1997). « La nouvelle théorie du commerce international », Paris, La découverte.
- ✓ Rainelli, Michel. (2003). « Introduction », Michel Rainelli éd., *La Nouvelle Théorie du commerce internationale*. La Découverte, pp. 3-6.

Rapport :

- ✓ Managem, rapport annuel 2016.
- ✓ Ministère de l'économie et des finances, Direction des Etudes et des Prévisions Financières, Le secteur automobile au Maroc : vers un meilleur positionnement dans la chaîne de valeur mondiale.
- ✓ Ministère de l'économie et des finances, Direction des Etudes et des Prévisions Financières, Le secteur automobile au Maroc : vers un meilleur positionnement dans la chaîne de valeur mondiale, Mars, 2015.
- ✓ Moubarack lo, OCP Policy Center, Relations Maroc-Afrique subsaharienne : quel bilan pour les 15 dernières années ?, Novembre 2016.
- ✓ Office des changes: commerce extérieur du Maroc 2014.
- ✓ Rim BERAHAB, Structure des échanges entre le Maroc et l'Afrique : Une analyse de la spécialisation du commerce, OCP Policy Center, JULY 2016.
- ✓ Synthèse du Rapport Economique et Financier, DEPF,2018.
- ✓ Saïd Dkhissi et al, « Les relations Maroc-Afrique : les voies d'une stratégie globale et renouvelée », Programme d'études *Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé*, rapport général de l'étude thématique, Novembre 2012, Institut Royal d'Etudes stratégiques.

Article :

- ✓ Banque Africaine de Développement, et SEVERINO J-M, RAY O,(2010),*le temps de l'Afrique*, éd Odile Jacob Mckinsey Global Institute.
- ✓ Ethier W.J. (1982), "Decreasing Costs in International Trade and Frank Graham's Argument for Protection", *Econometrica*, 50.
- ✓ Ethier W.J. (1982b), " National and International Returns to Scale in the Modern Theory of International Trade ", *American Economic Review*, 72.



- ✓ Fatima BEZBIQ, Ahmed HEFNAOUI.(2019),La région MENA est-elle un moteur d'intégration pour Maroc ?Revue Internationale des Sciences de Gestion « Numéro 3 : Avril 2019 / Volume 2 : numéro 2 » p : 353- 377.
 - ✓ Findlay R.(1984), "Growth and Development in Trade Models", in R.Jones and P.Kenen, editors, Handbook of International Economics vol 1 , North Holland, Amsterdam, New York, Oxford.
 - ✓ Fontagné, Freudenberg et Ünal-kesenci (1996), " Analyse statistique des échanges CE de biens intermédiaires", Eurostat, Série 6D, mars.
 - ✓ Grossman, G.M. et Helpman, E., « Innovation and Growth in the Global Economy », Cambridge, MIT Press, Boston, 1991.
 - ✓ KRUGMAN, P. R. (1987), «A model of Innovation, Technology Transfer, and the World Distribution of Income», *Journal of Political Economy*, 87.
 - ✓ Krugman P. (1979), "Increasing Returns, Monopolistic Competition and International Trade ", *Journal of International Economics*, 9.
 - ✓ LUCAS, R. E. (1988), «On the Mechanics of Economic Development », *Journal of Monetary Economics*, Volume 22, Issue 1.
 - ✓ Nadia BENABDEJLIL, Yannick LUNG, L'émergence d'un pôle automobile à Tanger (Maroc), groupe de recherche en économie théorique et appliquée.
 - ✓ Pierre Afouda Adimi, (2015), « nouvelle offensive diplomatique du Maroc en Afrique subsaharienne : quel regard ? », *Paix et Sécurité Internationales*, N°3, janvier-décembre 2015.
 - ✓ Rivera-Batiz, L. A. et Romer, P. M., « International Trade with Endogenous Technological Change », *European Economic Review*, Vol. 35, Issue 4, 1991.
 - ✓ Rodrik D. (1992), "The Rush to Free Trade in the Developing World: Why so Late? Why Now? Will it Last? ", NBER Working Paper 3947.
 - ✓ Romer, P. M., (1990), «Endogenous Technological Change », *Journal of Political Economy*, Vol.98, Issue 5, Part 2.
 - ✓ Solow, R., (1957) « Technical Change and the Aggregate Production Function », *Review of Economics and Statistics*, vol. 39, n°3, 1957.
 - ✓ YOUNG, A. (1991), «Learning by Doing and the Dynamic Effects of International Trade, *Quarterly Journal of Economics*, Volume 106, Issue 2.
- Site web :**
- ✓ Pierre-Olivier Rouaud, l'Usine nouvelle, les exportations ont tiré la croissance en 2015, juin 2016.
 - ✓ Larabi jaidi, MÉDIAS24, voici comment le modèle de développement marocain s'essouffle, octobre 2017.
 - ✓ Yves Montenay, Contrepoints, «Présence chinoise en Afrique : vers une Chinafrique ?», Octobre 2018.
 - ✓ Sébastien le belzic, le Monde, La relation Chine-Afrique entre croissance et dépendance. novembre 2017.
 - ✓ Ministère de l'industrie, de l'investissement, de commerce et de l'économie numérique, secteur automobile.
 - ✓ <http://www.lemoci.com/fiche-pays/maroc>